

Une jeune entreprise sur trois crée de l'emploi en Île-de-France



En 2009, un tiers des entreprises fondées en 2006 ont cessé leur activité. Néanmoins, le volume d'emploi de celles qui subsistent représente 89 % de celui de 2006. Si les services concentrent une majorité d'emplois, la construction, quant à elle, a deux fois plus de chances d'en créer.

Les créations d'entreprises et leur capacité à se développer en termes d'emploi sont des indicateurs d'attractivité et de dynamisme d'un territoire. En Île-de-France, de nombreuses actions sont menées afin d'accompagner les jeunes entreprises au démarrage, dans leur développement ou encore à l'ouverture vers l'international. Mieux connaître ces entreprises permet de mieux cibler les aides

qui peuvent leur être apportées. Parmi les entreprises créées au cours du premier semestre 2006, 63 % sont toujours actives trois ans plus tard en Île-de-France (Pour en savoir plus : « deux jeunes entreprises franciliennes sur trois passent le cap des trois ans »). En parallèle, le volume d'emploi de ces entreprises représente, en 2009, 89 % de celui de 2006, un chiffre proche de la province pour lequel le taux est de 91 %. Le recrutement au sein

des entreprises pérennes ne comble pas complètement le déficit d'emploi provoqué par les cessations d'activité des entreprises mais en limite très fortement l'impact. Alors que les entreprises toujours actives en 2009 gagnent 16 500 emplois en trois ans, la disparition de celles créées en 2006 entraîne la suppression de 22 200 emplois au cours de la même période.

des entreprises pérennes ne comble pas complètement le déficit d'emploi provoqué par les cessations d'activité des entreprises mais en limite très fortement l'impact. Alors que les entreprises toujours actives en 2009 gagnent 16 500 emplois en trois ans, la disparition de celles créées en 2006 entraîne la suppression de 22 200 emplois au cours de la même période.

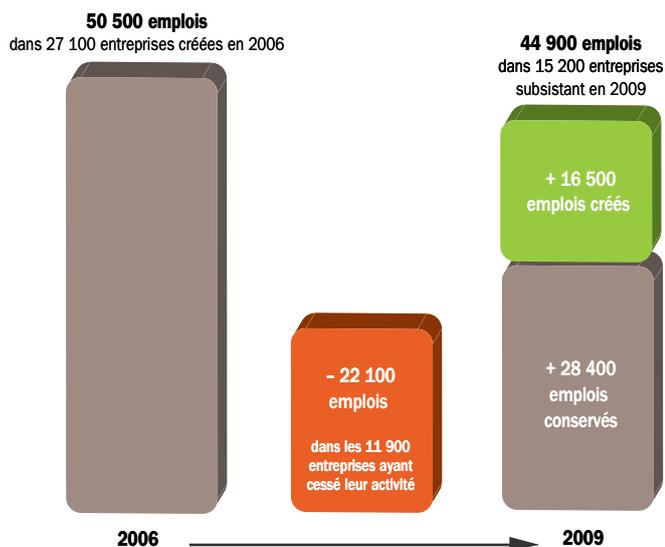
Les entreprises pérennes : plus présentes dans les services aux entreprises

En 2009, le secteur des services regroupe 57 % de l'emploi salarié en Île-de-France. Cette forte représentation des services se retrouve parmi les jeunes entreprises franciliennes restées actives depuis 2006 : elles con-

centrent également 57 % d'emplois de ce type. En 2006, à leur création, ces entreprises en comptaient 47 %. Cette forte concentration de l'emploi dans les services ainsi que son développement entre 2006 et 2009 est spécifique à l'Île-de-France.

En province, parmi les entreprises créées en 2006, les services concentrent 36 % des emplois en 2009 contre 34 % en 2006. En 2009, les activités spécialisées, scientifiques et techniques, comme par exemple les activités juridiques et comptables ou bien les activités de conseils (publicité, études de marché, gestion des ressources humaines, finances) sont les principales activités de services proposées par les entreprises pérennes à trois ans. Elles représentent 19,6 % des emplois en Île-de-France contre 9,3 % en province. En revanche, ce sont les activités santé et action sociale qui se sont relativement le plus développées en termes d'emplois au cours de la période 2006-2009 (9,4 % des emplois en 2009 contre 3,5 % en 2006). Il s'agit, notamment, des infirmières, médecins, aides à domicile ou assistantes maternelles. Cette évolution est le reflet de la structure singulière de l'Île-de-France. En province, l'emploi des entreprises créées en 2006 et toujours actives en 2009 est nettement plus important dans le secteur de la construction : 22 % des emplois en 2009 contre 14 % en

Un nombre d'emplois en 2009 seulement inférieur de 10 % aux emplois créés en 2006



Lecture : Sur les 50 500 emplois que comptent les 27 100 entreprises créées en 2006, 22 100 ont été détruits ou repris par une autre entreprise suite à des cessations d'activité survenues au cours des trois premières années et 16 500 ont été créés.

Champ : Entreprises créées au premier semestre 2006.

Source : Insee, enquête Sine 2006, interrogations 2006 et 2009.

Île-de-France. Cet écart s'est accru entre 2006 et 2009 du fait de la défaillance de nombreuses entreprises de ce secteur en Île-de-France. L'industrie francilienne est également sous représentée, mais dans une moindre mesure (7 % des emplois en province contre 4 % en Île-de-France).

Des effectifs stables et une structure qui évolue vers le salariat

Au moment de la création de leur entreprise, 59 % des entrepreneurs franciliens dont l'entreprise est encore active en 2009 déclaraient avoir comme objectif principal d'assurer leur propre emploi. Cette proportion atteint 63 % en province. L'importance de cet objectif est confirmée par le fait que 37 % des créateurs franciliens étaient au chômage en 2006, au moment de créer leur entreprise (41 % en province). Les créateurs d'entreprises pour lesquels les effectifs sont restés stables évoquent plus souvent que les autres le fait d'assurer leur propre emploi comme objectif principal (68 %). Ainsi, au bout de trois ans, les nouvelles entreprises restent de très petites unités : créées avec 1,9 emploi en moyenne en 2006,

elles comptent 3 personnes en 2009. Pour près de 60 % d'entre elles, l'effectif est resté stable entre 2006 et 2009.

En 2006, 85 % des entreprises ne comptaient qu'une seule personne : le créateur de l'entreprise, dirigeant non salarié dans près de 9 cas sur 10. Au démarrage, l'emploi non salarié profite de la dynamique de création. Puis, au cours des trois premières années, l'emploi salarié progresse.

Ainsi, en 2006, parmi les entreprises créées en 2006 et actives en 2009, l'emploi salarié était minoritaire (44 % de l'emploi total). Trois ans après, il représente 66 % de l'emploi total. Cette évolution est la conséquence de deux phénomènes. D'une part, près d'un tiers des entreprises encore actives en 2009 ont créé de l'emploi salarié. D'autre part, la pérennité à 3 ans des jeunes entreprises permet aux dirigeants de se verser un salaire. Ainsi, les effectifs des dirigeants non salariés se réduisent d'autant qu'augmentent les effectifs des dirigeants salariés. Dans certaines activités, comme l'enseignement, la santé et l'action sociale, les parts du salariat (48 %) et du non-salariat (52 %) étaient relativement équilibrées

L'action sociale et les activités de santé créent de l'emploi

	Emploi total des entreprises créées en 2006			
	Structure des emplois en 2006		Structure des emplois en 2009 des entreprises encore actives	
	Île-de-France	Province	Île-de-France	Province
Industrie	5,1	6,8	4,1	7,1
Construction	20,7	24,2	14,0	21,8
Commerce, transport et entreposage, hébergement et restauration	27,5	34,9	25,3	34,9
Services	46,7	34,1	56,6	36,2
Information et communication	8,4	2,7	10,2	3,0
Activités financières et d'assurance	1,3	1,7	1,5	1,6
Activités immobilières	2,9	3,3	2,5	2,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16,7	8,9	19,6	9,3
Activités de services administratifs et de soutien	7,2	5,3	7,7	6,1
Enseignement	1,4	1,3	1,3	1,2
Santé humaine et action sociale	3,5	4,8	9,4	6,5
Arts, spectacles et activités récréatives	2,2	1,5	1,9	1,1
Autres activités de services	3,1	4,5	2,5	4,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Lecture : Les activités spécialisées scientifiques et techniques concentrent 19,6 % des emplois des entreprises pérennes en 2009 (créés en 2006 toujours présentes en 2009) contre 21 % en 2006. Cette part est largement supérieure à la part de ces activités dans l'emploi total en 2009 (10 %).

Sources : Insee, enquête Sine 2006, interrogations 2006 et 2009.

dès le début. En 2009, pour ces mêmes, les emplois salariés sont prédominants et représentent 76 % des emplois.

Pour un tiers des entreprises créées en 2006 encore actives en 2009, les effectifs augmentent. En 2009, un tiers des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 encore actives a été créateur d'emploi et a généré un gain de 16 500 emplois. Pour 21 % des entrepreneurs franciliens, créer de l'emploi constituait leur objectif principal à la création, contre 19 % en province. Dans le secteur de la construction, 28 % des entrepreneurs avaient cet objectif contre 20 % pour ceux du commerce et des services. Les gains d'emplois sont assez différents d'une entreprise à l'autre. À leur création en 2006, ces entreprises génératrices d'emploi étaient composées en moyenne de 2,1 personnes. Trois ans plus tard, elles comptent 6,1 personnes en moyenne. Parmi ces entreprises, 64 % gagnent de 1 à 2 emplois.

Dans le même temps, la proportion des entreprises de plus de cinq personnes est passée de 6 % à 26 %.

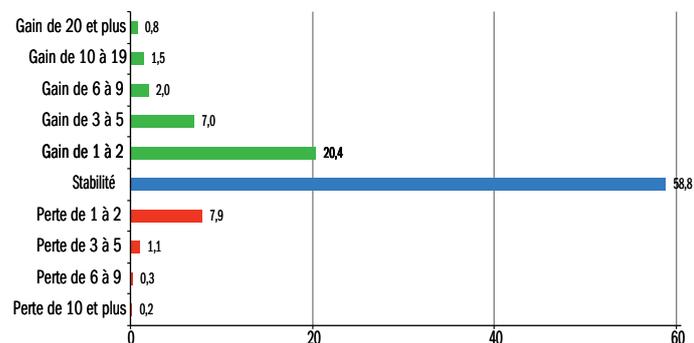
Le secteur des services concentre 58 % des gains d'emploi, suivi par le commerce, transport, hôtellerie, restauration à 25 %, la construction à 14 % et enfin l'industrie à 3 %. Au sein des services, les activités spécialisées, scientifiques et techniques d'une part, et l'enseignement, santé humaine et action sociale d'autre part, représentent 58 % des gains d'emploi.

La croissance du chiffre d'affaires favorise le gain d'emplois

À caractéristiques constantes, les entreprises dont le chiffre d'affaires a fortement augmenté ont 2,4 fois plus de chance d'avoir un gain d'emploi que celles dont le chiffre d'affaires est resté stable ou a peu diminué. Celles dont les créateurs avaient envisagé dès le début d'embaucher ont deux fois plus de chances de gagner des

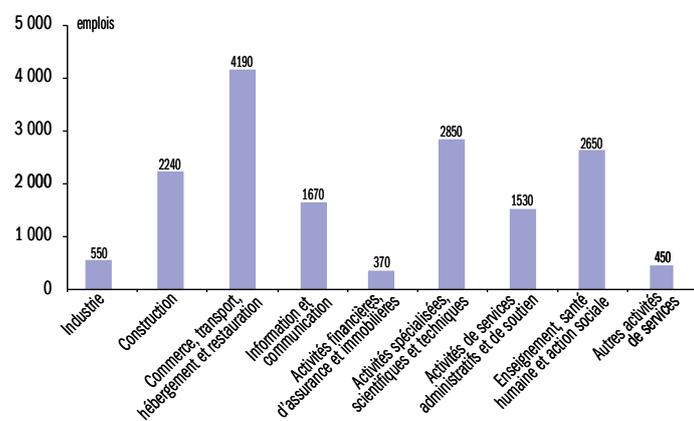
Près de 60 % des entreprises actives en 2009 maintiennent leur effectif de 2006

Gain ou perte d'emplois entre 2006 et 2009 pour les entreprises actives en 2009 (en %)



16 500 emplois supplémentaires dans les entreprises actives en 2009

Gain d'emplois selon le secteur d'activité



Champ : Entreprises actives en 2009.

Source : Insee, enquête Sine 2006, interrogations 2006 et 2009.

emplois que celles dont le créateur n'envisageait aucune création d'emploi. Les sociétés ont, quant à elles, trois fois plus de chance de gagner des emplois que les entreprises individuelles. En effet, s'il est simple de constituer juridiquement une entreprise individuelle et de la faire fonctionner du fait de la liberté d'action du chef d'entreprises, les accès aux financements s'avèrent plus difficiles.

La progression de l'emploi au sein des jeunes entreprises semble principalement liée à la bonne santé économique de l'entreprise, même si le secteur d'activité ou la catégorie juridique de l'entreprise constituent également des facteurs décisifs. Même si le taux de survie des entreprises de la construction est le plus faible (53 % d'entre elles sont encore actives trois ans plus tard, contre 63 % pour l'ensemble des entreprises), les entre-

prises de ce secteur encore actives en 2009 ont deux fois plus de chance d'avoir un gain d'emploi que les autres.

Une répartition des gains d'emplois inégale au sein du territoire francilien

Les 16 500 emplois générés par les entreprises créées en 2006 qui passent le cap des trois années d'existence sont répartis de façon inégale au sein du territoire francilien, en fonction de la spécificité propre à chaque département.

Paris et les Hauts-de-Seine à l'origine de deux créations d'emplois sur trois

Paris reste le département le plus dynamique en termes de créations d'entreprises (38 % des entreprises créées en 2006) mais aussi en termes de créations d'emploi. Bien qu'une entreprise parisienne sur trois disparaisse

Organisation en société et augmentation du chiffre d'affaires favorisent le gain d'emploi

Variable	Chances d'avoir un gain d'emploi par rapport à une stabilité ou une perte d'emploi
Évolution du chiffre d'affaires :	
A beaucoup diminué.....	0,7
Est resté stable ou a peu diminué.....	Réf.
A un peu augmenté.....	1,2
A beaucoup augmenté.....	2,4
Objectif de l'entreprise depuis deux ans :	
Sauvegarder l'activité.....	Réf.
Maintenir ou accroître légèrement l'activité.....	1,2
Accroître fortement l'activité.....	1,5
Perspectives d'embauche en 2006 :	
Non envisagée.....	Réf.
Envisagée.....	2
Perspectives d'embauche en 2009 :	
Non envisagée.....	Réf.
Envisagée.....	2,7
Catégorie juridique :	
Entreprise individuelle.....	Réf.
Société.....	2,9
Activité :	
Services.....	Réf.
Commerce.....	1,8
Construction.....	2
Industrie.....	n.s.

Lecture : les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence notée « Réf. ». Plus le coefficient est supérieur à 1 (respectivement inférieur à 1), plus la probabilité d'obtenir un gain d'emplois est forte par rapport à la situation de référence. Par exemple, une entreprise dont le chiffre d'affaires a beaucoup augmenté a 3,4 fois plus de chance d'obtenir un gain d'emplois plutôt que de rester stable ou de perdre des emplois par rapport à une entreprise dont le chiffre d'affaires a beaucoup diminué, les autres variables du modèle étant égales par ailleurs.

Les variables utilisées pour la modélisation francilienne, hormis celles présentes dans le tableau, sont : sexe, âge, nationalité, diplôme du créateur, situation avant la création, nombre de créations précédentes, moyens financiers au démarrage, aides ou exonérations publiques, type de clientèle, filiale, entreprise du secteur innovant, département d'implantation.

Champ : entreprises actives en 2009.

n.s. : non significatif par rapport à la situation de référence.

Source : Insee, enquête Sine 2006, interrogations 2006 et 2009

au cours des trois premières années, les deux autres tiers survivent et participent à la moitié des créations d'emploi des entreprises pérennes de la région.

Les nouvelles entreprises créées à Paris regroupent plus de 18 000 personnes en 2009 (+ 8 060 par rapport à 2006). L'enseignement, la santé et l'action sociale, les activités spécialisées, scientifiques et techniques et le commerce sont les trois secteurs les plus créateurs d'emploi dans la capitale (respectivement 30 %, 23 % et 21 %). Trait tout à fait particulier de Paris : 90 % des gains d'emplois franciliens du secteur de l'enseignement, de la santé

et de l'action sociale sont générés par des entreprises parisiennes. Il s'agit notamment des activités liées à l'enseignement privé, comme par exemple les organismes de soutien à domicile, secteur qui s'est fortement développé ces dernières années et nécessitant un besoin accru de personnel. Ainsi, Paris totalise et regroupe des entreprises dont l'effectif moyen est de 8,8 personnes, bien supérieur à la moyenne d'Île-de-France (2,9). Dans les Hauts-de-Seine, la création d'emplois dans les entreprises pérennes est également particulièrement dynamique (+ 2 160). Six emplois créés sur

dix proviennent des activités scientifiques et techniques. Il s'agit notamment d'activités de conseils en affaires et gestion et d'activités d'ingénierie et études techniques spécialement implantées dans le département, et en forte progression depuis le début des années 2000.

Les Yvelines et le Val-de-Marne : des activités diversifiées

Ces territoires sont caractérisés par une certaine homogénéité des secteurs d'activité investis par les nouvelles entreprises et se rapprochent de la moyenne régionale. Le commerce et la construction sont à l'origine de la moitié des gains d'emplois dans ces deux départements. Mais d'autres secteurs participent également à cette dynamique : les activités spécialisées, scientifiques et techniques, à l'origine d'un quart des gains d'emploi dans chacun des deux départements et l'enseignement, la santé et l'action sociale, 17 % des gains d'emplois dans les Yvelines.

Dans les autres départements, le commerce et la construction tirent l'emploi

Les nouvelles entreprises créées en 2006 en Seine-et-Marne, en Essonne, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise ont des comportements assez proches. En effet, les taux de survie à 3 ans y sont plutôt faibles, les entreprises se créent majoritairement dans des secteurs comme la construction et le commerce, dans lesquels les chances de survie sont moindres.

Pour autant, en ce qui concerne les entreprises survivantes, les secteurs de la construction, d'une part, et du commerce, d'autre part, sont majoritaires

Source et définitions

Le dispositif **Sine** (Système d'information sur les nouvelles entreprises) a été mis en place par l'Insee pour suivre à trois et cinq ans les entreprises nouvellement créées. Une extension d'échantillon, cofinancée par l'IAU Île-de-France et la CRCI Paris Île-de-France, a été réalisée en Île-de-France afin d'affiner l'analyse au niveau départemental.

Cette étude s'appuie sur les résultats des deux premières interrogations réalisées en septembre 2006 et septembre 2009 auprès de 12 000 entreprises franciliennes créées au premier semestre 2006, dans le secteur marchand à l'exception de l'agriculture.

Analyse des chances de créer de l'emploi toutes choses égales par ailleurs

Les nombreux facteurs influant sur la création d'emploi dans les entreprises ne sont pas indépendants les uns des autres. La régression logistique permet de mesurer l'effet spécifique de chaque facteur sur la création d'emploi, les autres facteurs étant neutralisés (« toutes choses égales par ailleurs »). On compare, par exemple, l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises en supposant que toutes les autres variables du modèle sont identiques.

Concept de la création d'entreprise

Le concept de création d'entreprise englobe toutes les unités juridiques qui démarrent une activité économique. Depuis le 1^{er} janvier 2007, la création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Il s'agit d'un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons.

dans ces quatre départements, et représentent la majorité de l'emploi en 2009. Alors même que la plupart des cessations s'opèrent dans ces secteurs, les entreprises qui survivent sont les plus génératrices d'emploi : le commerce et la construction représentent plus de la moitié des créations d'emploi dans les nouvelles entreprises, voire plus des deux-tiers en Seine-Saint-Denis.

Création d'emplois dans les entreprises créées par les femmes

Les entreprises créées par des femmes (28% des créations) sont à l'origine de 34% des gains d'emplois des entreprises pérennes franciliennes. Cette part est

surreprésentée, notamment à Paris et en Seine-Saint-Denis où les femmes sont à l'origine de respectivement 44 % et 40 % des créations d'emploi. Elles s'orientent plus que les hommes vers des activités liées à l'enseignement, la santé ou l'action sociale. Ces activités sont plus pérennes que celles vers lesquelles s'orientent majoritairement les hommes (construction, commerce) et génèrent également plus d'emplois.

Lisa Barutel, Carine Camors (IAU îdF)
et Jean-Wilfrid Berthelot
(Insee Île-de-France) ■

Pour en savoir plus

- DELASSUS M., VICART V. (CRCI Paris - Île-de-France), BARUTEL L., CAMORS C. (IAU îdF), BERTHELOT J.-W. et SATGER O. (Insee Île-de-France), « Deux jeunes entreprises franciliennes sur trois passent le cap des trois ans » *Note rapide*, n° 558, IAU îdF, juillet 2011.
- DÉPREZ S., « Nouvelles entreprises, cinq ans après : plus d'une sur deux est toujours active en 2007 », *Insee Première*, n° 1274, janvier 2010.
- « Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2009 : la génération 2006 trois ans après », *Insee Résultats*, n° 51, février 2011.
- HERVÉ J.-F., « Des créateurs en Île-de-France, diplômés et orientés vers les services aux entreprises », *Insee Île-de-France à la page*, n° 306, octobre 2008.
- *Les créations d'entreprises en Île-de-France*, CRCI Paris Île-de-France, IAU îdF, Insee Île-de-France, octobre 2008.

Directeur de la publication

François Dugeny

Responsable des éditions

Frédéric Theulé

Rédactrice en chef

Marie-Anne Portier

Maquette

Vay Ollivier

Diffusion par abonnement

80 € par an (= 40 numéros)

Service diffusion-vente

Tél. : 01 77 49 79 38

www.iau-idf.fr

Librairie d'Île-de-France

15, rue Falguière 75015 Paris

Tél. : 01 77 49 77 40

ISSN 1967 - 2144